

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 25  
Annonce No 21-68318  
Travaux

---

*Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : GRAND BESANCON METROPOLE.  
Correspondant : Mme Anne VIGNOT, Présidente,  
4 rue Gabriel Plançon 25043 Besançon,  
tél. : 03-81-87-88-89,  
courriel : [agglomeration@grandbesancon.fr](mailto:agglomeration@grandbesancon.fr)  
adresse internet : <http://www.grandbesancon.fr>.  
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.  
*Principale(s) Activité(s) de l'entité adjudicatrice* : Eau.

**Objet du marché** : **Travaux de chaudronnerie et de métallerie principalement dans le cadre de la sécurisation des ouvrages d'eau potable et d'assainissement de Grand Besançon Métropole.**

*Type de marché de travaux* : exécution.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.  
Accord-cadre avec un seul opérateur.

*Caractéristiques principales* :

forme du marché : accord-cadre avec maximum.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande avec maximum.

L'Accord-Cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.  
Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 5. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 6 ans.

L'Accord-Cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.  
Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre (montant identique pour chaque période de reconduction) : Maximum (H.T.) 160 000 euro(s), soit un maximum de 960 000 euros (H.T.) pour la durée totale de l'accord-cadre à savoir 6 ans.

Le lieu d'exécution est fixé au territoire de Grand Besançon Métropole et à l'ensemble des sites sous la responsabilité de Grand Besançon Métropole y compris en dehors de ses limites géographiques.

Les ouvrages concernés peuvent être notamment :

- pour l'eau : les usines de production, les réservoirs, les stations de pompage, les chambres de vannes, les regards réducteurs, les fontaines...

- pour l'assainissement : la station d'épuration de Port Douvot, les postes de refoulement, les bassins d'orages, les déversoirs d'orage, les regards d'accès au réseau.

*Options : descriptions concernant les achats complémentaires* : possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

*Refus des variantes.*

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

*Durée du marché ou délai d'exécution* : 72 mois à compter de la notification du marché.

*Cautionnement et garanties exigés* : aucune clause de garantie financière prévue.

Garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : prestations réglées par des prix unitaires.

Prix révisibles mensuellement.

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

Délai global de paiement des prestations de 30 jours.

Modalités de financement des prestations : Fonds propres.

*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché* : en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par l'entité adjudicatrice est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'entité adjudicatrice.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.

*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat* :

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public* :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

*Autres renseignements demandés* :

- Autres renseignements demandés : renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :  
- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

- renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail;

- Autres renseignements demandés : renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- Autres renseignements demandés : renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

- liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)

- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat;

- Autres renseignements demandés : certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

- certification d'aptitude au Travail en Espace Confiné (Catec) des employés affectés à l'accord-cadre.

- Attestation de formation Atmosphère Explosive (Atex) de tous les employés affectés à l'accord-cadre.

Les informations recueillies seront exploitées uniquement dans le cadre du présent marché.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution* :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

*Type de procédure* : procédure adaptée.

**Date limite de réception des offres : 18 juin 2021, à 12 heures.**

*Délai minimum de validité des offres* : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Renseignements complémentaires :*

Une visite sur site est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes :

Une visite sur différents sites représentatifs, en présence d'un agent du Département Eau et Assainissement de Grand Besançon Métropole, pourra être organisée à la demande du candidat. Cette visite devra avoir lieu dans la 1<sup>ère</sup> quinzaine après publication de l'accord-cadre.

En l'absence de visite, le candidat ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un manque de connaissance des sites.

Un rendez-vous doit être pris préalablement auprès de M. Olivier JEANNEROT au 03.81.41.55.95.

Après examen des offres, l'entité adjudicatrice engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

*Date d'envoi du présent avis à la publication : 20 mai 2021.*

*Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :*

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :*

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

*Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :*

adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

*Instance chargée des procédures de recours :*

Tribunal Administratif de Besançon

30 rue Charles Nodier 25044 Besançon Cedex 3,

tél. : 03-81-82-60-00,

courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr),

télécopieur : 03-81-82-60-01 adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>.

*Organe chargé des procédures de médiation :*

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends

1 rue du Préfet Claude Erignac

54038 Nancy Cedex,

tél. : 03-83-34-25-65.

*Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :*

Tribunal Administratif de Besançon

30 rue Charles Nodier

25044 Besançon Cedex 3,

tél. : 03-81-82-60-00,

courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr),

télécopieur : 03-81-82-60-01

adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>.

*Mots descripteurs :* Chaudronnerie, Métallerie.